

Le Courriel d'information

n°157 – Mardi 08 août 2000.

UNE ECONOMIE POUR L'ETRE HUMAIN

Dans ce numéro

En bref...

1- Taxe Tobin, l'avenir. (toujours). Cette fois-ci la Taxe vue du côté britannique. Au Royaume Uni aussi des progrès sont réalisés notamment grâce aux mobilisations organisées par War on Want et par celle de nombreux députés anglais de la House of Commons et du Parlement européen (une centaine). Cet article est le troisième volet de notre série de l'été...
2- La première université d'été d'ATTAC. Elle se déroulera la dernière semaine d'août à La Ciotat et affiche déjà complet depuis quelques semaines.
3- Prague – 26 septembre. Agir Ici, l'AITEC et le CRID ont mis au point un site Internet qui permet d'accéder à de multiples documents d'Informations concernant les mobilisations de Prague et les Institutions Financières Internationales.
4- Ajustement structurel : des prêts très coûteux pour l'Equateur. Depuis notre n°105 nous suivons d'assez près ce qui se déroule en Equateur. Voici donc un exemple des politiques internationales en matière de « développement » dans ce petit pays.
5- Anjoun – Mayotte. Une petite note très courte envoyée par l'un de nos lecteurs pour briser le silence.

Taxe Tobin, l'avenir. (encore)

Spéculer pour accumuler
par Gary Kent KENTG@parliament.uk

La libéralisation des marchés mondiaux a conduit à une forte croissance de la spéculation sur les devises. Gary Kent croit qu'il est temps pour le percepteur de prendre sa part.

Les sceptiques renvoient souvent l'idée d'une taxe sur la spéculation des devises à travers le monde, la Taxe Tobin, à un équivalent fiscal du monstre du Loch Ness - quelquefois identifié dans des photos à gros grain mais encore jamais trouvé. Cette idée originale a été développée en 1972 par James Tobin, ex-conseiller du président Kennedy et plus tard lauréat du Prix Nobel. Il argumentait que jeter du "sable dans les rouages" de ce qui était encore un niveau relativement bas de spéculation pourrait aider à stabiliser les monnaies de chaque pays et rendre une certaine souveraineté aux gouvernements. Après 30 années de libéralisation des marchés financiers internationaux, une telle spéculation s'élève aujourd'hui à 1.5 milliards de dollars par jour. Empilés en billets de 100 dollars, cela équivaudrait à environ quinze Everest mais s'effondrerait sous son propre poids.

Il est estimé que les échanges transfrontaliers de biens et de services représentent seulement 2% de ce volume, plus 18% qui incluent les opérations de trésorerie face aux fluctuations du taux de change. Le reste, hautement profitable, est un simple jeu d'argent à court terme dans une économie globale qui s'apparente à un casino.



Pourtant les crises monétaires ont eu des effets dévastateurs en Asie, en Russie et en Amérique Latine, en plus de notre propre "Mercredi Noir" de 1992. Ainsi, une campagne internationale pour Tobin commence à décoller et à gagner de la clarté. Elle aboutira probablement bientôt sur des premiers résultats concrets.

La France en est potentiellement un pivot. Son gouvernement semble décidé à proposer une étude officielle de l'Union Européenne sur la faisabilité de la taxe Tobin durant sa présidence. Le Ministre des Finances, Laurent Fabius, a donné des réponses enthousiastes à une question parlementaire sur la Taxe Tobin et a encouragé des "efforts colossaux pour renverser la spirale du sous-développement." Sa déclaration a été perçue comme une marque d'affection en faveur de la Taxe Tobin. Un Comité de l'Assemblée française a aussi recommandé que la France propose cela à tous ses partenaires Européens. Il y a donc des voix en faveur de la Taxe Tobin en France.

Ce n'est pas un hasard : il y a eu des catalyseurs particuliers dans ce pays. L'expérience critique du « Franc fort » aux mains des spéculateurs au début des années 1980 avait mené le Président François Mitterrand vers un soutien ardent pour une telle taxe. L'idée avait été aussi reprise par quelques conservateurs français, incluant l'ex-premier ministre gaulliste, Edouard Balladur. Dasn un autre registre, en 1997, le mensuel très respecté, Le Monde diplomatique, a publié un éditorial intitulé "Désarmer les Marchés." Le journal arguait que la " La mondialisation du capital financier est en train de mettre les peuples en état d'insécurité généralisée. Elle contourne et rabaisse les nations et leurs Etats en tant que lieux pertinents de l'exercice de la démocratie et garants du bien commun." L'appel du journal a mené à la formation d'ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens) qui a maintenant plusieurs dizaines de milliers d'adhérents à travers la France.

Le mois dernier, le Sommet Mondial social des Nations Unies à Genève s'est mis d'accord pour initier une étude. L'expression de la déclaration du sommet a été noyée par la délégation américaine mais les officiels des Nations Unies ont bien insisté pour que cela inclue une étude sur la taxe Tobin.

Le Gouvernement britannique quant à lui, a renvoyé la proposition d'une étude. Cependant auparavant, le Premier Ministre, Tony Blair et le ministre des Affaires Etrangères, Clare Short ont déclaré au président du Parti Travailliste, Harry Barnes qui est favorable à la Taxe Tobin, que l'idée était intéressante et séduisante. Short a appelé à débattre. Il sera intéressant de voir quelles références, si elles existent, contiendra le cahier des charges à venir du Gouvernement. Celui-ci a récemment débattu que les flux rapides et volatils de capitaux pouvaient mettre en danger la stabilité financière mondiale. Il y a aussi des signes discrets qui font croire que le ministère britannique des Affaires étrangères s'y intéresse. La Commission de Législation du Trésor Public inclura peut-être la taxe Tobin dans ses enquêtes à l'intérieur de l'architecture financière internationale plus tard dans l'année.

Le Trésor Public a été inondé de cartes pour le support de la taxe Tobin organisé l'assocation War on Want mais les délégués du Trésor Public n'en ont pas véritablement tenu compte. Néanmoins, le soutien pour la Taxe Tobin se déplace vite du domaine académique et spécialisé à la société et donc dans le domaine de politique générale.

En Angleterre, plus de 100 députés de toutes les tendances politiques y compris l'ex-Ministre du Trésor Public Geoffrey Robinson ont soutenu Tobin. Les Démocrates Libéraux ont formellement adopté la taxe comme ligne de conduite. Le Parlement canadien a formellement épaulé l'appel. Le Gouvernement finnois soutient la taxe Tobin et leur Ministre des Affaires Etrangères a énoncé à la conférence de Bruxelles qu'il devrait en faire une priorité pour la conférence de l'ONU sur le Financement du Développement en Juin 2001 à New York.

La première conférence interparlementaire mondiale qui s'est tenue au Parlement européen en juin dernier rassemblait de plus de 100 parlementaires présents, étudiants et activistes progressistes venant de toute l'Europe, d'Amérique, Canada ou Tunisie. L'accord était que la taxe Tobin serait fixée à un niveau relativement bas et aspirerait à décourager la spéculation tout en récoltant des revenus. L'argument est qu'un investissement authentique ne serait pas pénalisé par, disons, une taxe de 0.25% alors que les agents de change faisant de multiples aller-retours y penseraient à deux fois avant de s'exécuter. 80% des transactions sur les devises étrangères sont destinées à des allers-retours spéculatifs de 7 jours voire moins. Si cela était couronné de succès pour une action préventive, alors cela pourrait aussi générer des rentrées fiscales. Mais



la taxe Tobin ne pourrait pas complètement arrêter toute la spéculation - dans le cas où les profits dépasseraient largement le taux de la taxe. Cette taxe pourrait être comparée à celles sur les alcools ou le tabac.

La taxe Tobin génèrerait 250 milliards de dollars à travers le monde chaque année pour le développement du Tiers-Monde. Une portion - disons 20% - pourrait être redistribuée par les pays hôtes. Sachant que le Royaume-Uni seul compte pour un tiers des échanges, cela pourrait permettre une vaste augmentation du budget social de l ordre de 6 milliards de livres par an.

Une objection importante à la taxe Tobin est qu'elle susciterait une application universelle pour prévenir la migration des spéculateurs vers de pays non-concernés par celle-ci ou des paradis fiscaux. Les participants du séminaire de Bruxelles ont opposé qu'une soumission intégrale à n'importe quelle taxe était virtuellement impossible. Cependant, les systèmes électroniques sophistiqués de commerce pour protéger les propres intérêts des banques et des courtiers de change pourraient être utilisés pour suivre et taxer leurs transactions.

Les études de faisabilité s intéresseront à tout cela tout comme à d'autres points de litige comme le taux de la taxe, une flexibilité suffisante pour minimiser la fuite des entreprises utilisant des instruments financiers ou qui collectera celle-ci et comment son revenu sera redistribué. Il existe quelques questions difficiles et techniques mais la clé est la légitimité politique.

Après tout, le volume de la spéculation des devises dans le monde est réparti dans 10 pays et sur quelques gros courtiers. On peut attendre que de telles institutions clament que la taxe Tobin pourraient nuire à leurs affaires et miner la compétitivité de la City de Londres. Après tout, c'était la revendication des services publics privatisés contre la taxe travailliste sur leurs profits supplémentaires. Cependant, la taxe étant vue comme juste et légitime – et son application a été acceptée pour résoudre le chômage - les services publics privatisés l ont mise en place.

La clé est donnée aux responsables de campagnes pour gagner le soutien du peuple pour persuader les gouvernements de trouver la volonté politique nécessaire d'appliquer une taxe qui prend à peu pour bénéficier à beaucoup. L'impératif moral, selon le Professeur Alex Michalos, Editeur du Journal de la Déontologie professionnelle, est clair: "il est simplement immoral et inacceptable que les spéculateurs financiers soient autorisés à continuer à se dandiner au-dessus de l'infrastructure de la société civile sans payer des taxes pour soutenir leur 'coutume.'"

Il ne manque pas de besoins auxquels pourraient subvenir de tels revenus. Par exemple, les Nations Unies estiment que 225 millions de dollars par an suffiraient à résoudre les pires formes de pauvreté et de dégradation environnementale. The Guardian argumente qu'une éducation primaire universelle pour être assurée pour une somme de $8 milliards par an. Même si les Nations Unies elles-mêmes sont le meilleur organisme pour cela, collecter et distribuer la taxe est un autre problème, étant donné la difficulté du registre.

La coalition du Jubilé 2000 a aidé à mobiliser une nouvelle et large génération d'activistes sur l'issue de la dette du Tiers-Monde. Malgré les promesses radicales, il apparaît maintenant que presque rien n'a en réalité changé. Cette colère citoyenne sur ce point et le désespoir croissant de beaucoup des pays du Tiers-Monde, sur le continent africain en particulier, pourrait commencer à déplacer beaucoup de ces gens à soutenir d'autres voies de développement économique. La taxe Tobin pourrait obtenir un appui venant d'au-delà de la Gauche : par exemple, le capital industriel souffre beaucoup du court terme spéculatif et désirerait une stabilité accrue.

Les crises spéculatives ont renforcé ceux qui disent que la société devrait réguler et humaniser le processus de globalisation. Une économie globale a besoin d'une société globale et d'une taxe globale. Même si la taxe Tobin n'est pas elle-même appliquée, le débat accentue le besoin d'une sorte de contrôle social au-dessus des flux mondiaux de capitaux.

Article par Gary Kent KENTG@parliament.uk
Correspondant à Westminster du journal, Fortnight, publié à Belfast
Août 2000
Traduction : coorditrad@attac.org

La première université d'été d'Attac

La Ciotat, 23-26 août 2000

Du mercredi 23 au matin au samedi 26 août 2000 au soir, Attac organisera sa première université d'été à La Ciotat (Bouches-du-Rhône),



avec le soutien de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du département des Bouches-du-Rhône et de la municipalité de La Ciotat.

Pour des raisons de capacité des salles, nous avons dû limiter à 700 l'effectif total de l'université (participants, intervenants, encadrement administratif), ce qui nous a contraints à refuser de nombreuses inscriptions. Celles parvenues directement s'élèvent à 551. En outre 77 comités locaux ont envoyé " officiellement " 122 de leurs membres.

Cette université d'été est l'un des éléments de notre dispositif de formation, qui s'ajoute aux multiples actions que mènent les comités dans ce domaine (sessions de formation, conférences-débats, éditions de brochures et de bulletins), aux documents diffusés dans Lignes d'Attac et sur le site et aux ouvrages publiés par Attac (1). Comme nous l'avons indiqué à maintes reprises, nous souhaitons que cette première rencontre ait des effets démultiplicateurs, chaque " Formé " ayant vocation à devenir " formateur ". C'est le sens des efforts consentis par les comités pour veiller à la participation d'un ou plusieurs de leurs membres.

Pour assurer ce suivi, nous allons tenter d'élaborer des outils pédagogiques à partir de l'enregistrement vidéo des conférences et de certains travaux pratiques. Nous allons également voir avec les intervenants s'il est possible de préparer un ouvrage reprenant la teneur de leurs interventions.

Un bilan de l'université d'été sera présenté au conseil d'administration prévu le samedi 2 septembre à 14 h.

Bernard Cassen, président d'Attac

(1) Contre la dictature des marchés (La Dispute/Syllepse/VO Editions, Paris, 1999) ; Tout sur Attac et Les Paradis fiscaux (Editions 1001 Nuits, Paris, 2000). Quatre nouveaux ouvrages d'Attac paraîtront chez ce dernier éditeur en septembre et octobre 2000.

Plus d Informations :
http://attac.org/fra/asso/doc/doc17.htm

Prague – 26 septembre

Le site "Pour une réforme du FMI et de la Banque mondiale" : www.globenet.org/ifi vient d'être reformulé, avec notamment le programme détaillé du contre sommet des ONG lors des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Prague en septembre prochain.

Les associations de solidarité internationale et leurs partenaires du Sud voient trop souvent leurs efforts en faveur du développement durable remis en cause par des logiques macro-économiques globales. Dans les pays du Sud, elles ont pour nom ajustement structurel et pour conséquence le creusement des inégalités, l extension de la pauvreté, la dégradation accélérée des services de santé et d éducation, la remise en cause des droits fondamentaux et l aggravation des atteintes à l environnement. Les institutions financières internationales (IFI), Banque mondiale et Fonds monétaire international en tête, dominées par les gouvernements des pays riches, élaborent, prescrivent et orchestrent ces politiques, exerçant ainsi un très large contrôle sur les pays du Sud.

C est pourquoi Agir ici, l AITEC et le CRID ont décidé de promouvoir ensemble, en concertation avec leurs partenaires du Nord et du Sud, une force de proposition citoyenne pour la réforme des IFI : pour un fonctionnement plus transparent, plus équitable et plus démocratique ; pour la définition et la mise en oeuvre d une réelle politique de développement durable ; pour une véritable participation des populations concernées par leurs politiques ; pour un règlement global du problème de la dette ; pour une régulation de l économie mondiale au service des droits fondamentaux et de l environnement.

Agir ici, l AITEC et le CRID sont trois organisations parmi les membres fondateurs d ATTAC. www.globenet.org/ifi

Plus d Informations sur le site d ATTAC (pour les anglophones pour le moment, les document étant en traduction)
IMF and World Bank News & Notices (Volume 2 Number 2) http://attac.org/fra/toil/doc/gci.htm
A Note on the IMF's Role in Mobilizing External Resources for the Government of Ecuador http://attac.org/fra/toil/doc/gci2.htm

Ajustements structurels : des prêts très coûteux pour l Equateur

Extraits de: Note on the IMF's Role in Mobilizing External Resources for the Government of Ecuador http://attac.org/fra/toil/doc/gci2.htm
édité par Barbara Strauss pour ATTAC Newsletter n°42 newsletter@attac.org



Les citoyens d'Équateur viennent de faire l'expérience de rien moins qu'une catastrophe sociale et économique. En une seule année - 1999 - leur économie a fait faillite :
- la pauvreté a augmenté à 44% contre 38% en 1998;
- le PNB a chuté de 7%;
- l'inflation a augmenté de près de 60%;
- le taux de chômage de 50%;
- les revenus salariés réels ont chuté de 20%;
- les enfants de 6 à 15 ans ne pouvant se payer l'école sont passés à 64% de leur classe d'âge contre 50% en 1998;
- ceux qui ne peuvent pas recevoir de soins médicaux à 70% contre 50% en 1998; et
-la valeur du "sucre" (monnaie nationale) a perdu les 2/3 de sa valeur. D'où le gel des dépôts dans les banques et le taux du "sucre" à 25, 000 pour un dollar a laminé la valeur réelle des salaires et les économies des pauvres et de la classe moyenne.

On s'attend à ce que, à partir de cette année, la moitié de la population de l'Équateur vivra en dessous du seuil de pauvreté.. Environ 1/3 de la population n'a pas accès à de l'eau potable. Plus de 40% de la population ne peut profiter de conditions d'hygiène et de services de santé. Il y a un très net et croissant niveau d'inégalité de revenus.

SPHÈRE FINANCIÈRE

Dans la sphère de la finance internationale , l'Équateur a gagné en notoriété parce que c'est le seul pays à ne pas honorer ses "bons Brady", qui sont des bons de trésor baptisés ainsi à cause du Secrétaire d'État américain du Trésor : Nicholas BRADY. Avant ce refus de l'automne 1999, les porteurs de bons faisaient pression sur le FMI pour être surs d'être payés. Ils voulaient que le FMI donne son "sceau d'agrément" à la politique du gouvernement de l'Équateur, pour qu'ils puissent être payés et éviter ce refus. Les porteurs de bons sont devenus furieux quand le FMI, qui avait réussi à obtenir une série de rachats publics venant d'investisseurs privés pendant les années 1990, ont refusé de faire ce prêt. Par conséquent, l'Équateur a refusé de rembourser $6.5 milliards de ces "bons Brady". Après plusieurs mois de tentatives sans succès du gouvernement de négocier un prêt, en mars 2000, la Banque Mondiale et le FMI ont publié un communiqué en commun "signalant" que le programme de réforme sociale et économique de l'Équateur méritait un support ; de plus il indiquait aux autres débiteurs bilatéraux, multilatéraux et commerciaux que l'Équateur était à nouveau sur les rails

Le nouveau prêt, appelé "Stand-by Arrangement", garantit par le "sceau d'agrément" du FMI pour la politique économique du Gouvernement . Ce "sceau d'agrément" permet aux liquidités de ce Gouvernement instable d'emprunter auprès d'un panel de débiteurs (par ex la Banque Mondiale, la banque Inter Américaine de Développement, et Compagnie Andine de Développement). Le FMI tient son pouvoir de ses capacités à mobiliser des ressources de la communauté financière mondiale. Le FMI a fait un prêt de $300 millions en empruntant approximativement $1.7 milliards d'autres prêteurs. Maintenant que les ressources arrivent à nouveau, le gouvernement a repris les négociations avec les porteurs de bons. Les responsables de la réforme économique du Gouvernement et de sa programmation disent que cela va développer un très large développement ; mais les opposants rétorquent que ce programme va au contraire appauvrir la majorité de la population de l'Équateur. Ils font remarquer que certaines conditions du prêt (la "dollarisation" de l'économie et le plan pour la recapitalisation du secteur bancaire) vont encore alourdir la dette énorme du pays. Il y a un risque que le planning demandé par FMI- et la Banque Mondiale- interfère sur les institutions publiques, exige des coupes dans les services et d'autres dans les subventions sur les produits de base, entraîne des réformes rétrogrades sur la structure des impôts, et contribue à un déclin général sur la qualité de vie des citoyens de l'Équateur.

Les conditions du prêt du FMI

A. ACTION PRIORITAIRE :

Avant de concrétiser le prêt du FMI en Avril, le Congrès de l'Équateur a dû, à cause du "sceau d'agrément" faire un amendement à sa "Loi pour la Transformation Économique" de façon à préparer un certain nombre de réformes, y compris la restructuration du système bancaire "d'une manière qui soit satisfaisante pour les institutions financières internationales" Cette loi, avec l'amendement demandé, a été votée le 1er mars 2000, et elle inclut des dispositions pour :

La DOLLARISATION.

Celle-ci place la Réserve. Fédérale Américaine en charge de la politique monétaire et financière de l'Équateur. Le "sucre" (qui s'échangeait à 7, 000 "sucre" pour un dollar il y a 18 mois) sera "dollarisé" au taux de 25 000 "sucre" pour 1 dollar. En Équateur même, la proposition de



dollariser reste largement controversée. Des sondages font état de 60% de désaccord sur cette proposition parmi l ensemble de la population. Beaucoup de citoyens refusent la perte de souveraineté découlant de la dévaluation de la monnaie nationale, le "sucre".

La Réserve. Fédérale Américaine va mettre en oeuvre une politique financière et monétaire qui sera profitable aux États Unis et non pas à l Équateur. Les citoyens équatoriens également ne sont pas d accord sur le taux de change (25, 000 "sucre" pour 1 dollar) employé dans le processus de "dollarisation. Ce taux de change a réduit la valeur des avoirs en "sucres" d environ 70% durant les 18 derniers mois. En Janvier 2000, il y a eu des protestations massives de la part de la population sur un certain nombre de mesures, dont la "dollarisation".

LA FELXIBILITE DU MARCHE DU TRAVAIL

La loi prépare le terrain pour des réformes du code du travail, y compris la suppression de restrictions qui, jusqu alors, avaient empêché les employeurs d utiliser des contrats de travail temporaires et une "unification" des salaires. Le gouvernement a l Intention de continuer son programme de réforme civile en supprimant 26000 emplois du service public avant 2002. La "flexibilité du travail" est un euphémisme pour des mesures qui en général ont pour effet d affaiblir le pouvoir de négociations des syndicats, augmentent la fragilité de l emploi, et baissent les salaires pour faire en sorte que les économies soient plus compétitives sur le plan international.

PRIVATISATION.

Deux compagnies publiques de télécommunications seront privatisées. De plus, six compagnies publiques de fourniture d électricité et 18 compagnies de distribution seront privatisées. Souvent la privatisation a signifié que ces compagnies nationales étaient vendues à des multinationales ou à la classe d affaires locales bénéficiant de passe-droits qui ont des liens étroits avec le gouvernement en place. Il n est pas du tout clair que le Gouvernement de l Équateur prenne des mesure pour que les citoyens les plus pauvres puissent continuer à avoir accès aux télécommunications et aux services de l électricité.

Une PROVISION DE PERMIS DE PIPELINE pour permettre aux pétroliers internationaux de construire et d utiliser des pipelines.

En particulier, un second pipeline pour le pétrole trans-Andin est prévu. Le développement de l exportation du pétrole constitue une source lucrative de devises, dont, l Équateur a besoin, entre autres choses, pour combler sa dette gigantesque. Le gouvernement de l Équateur va tenter d attirer des investisseurs étrangers directs dans le secteur de l énergie. Cependant, les citoyens ont besoin de davantage d Information sur ces plans pour les développer, de plans spécifiques pour mettre en place des lois cadres sur les hydrocarbures, et connaître les implications possibles sur le plan social et environnemental de tels plans.

REFORME DU SECTEUR FINANCIER dans le contexte d une faillite du système bancaire.

A l heure actuelle, le Gouvernement de l Équateur paye approximativement $160 millions par an d Intérêts sur les prêts passés (plus que le budget total pour la santé pour 1999). Ce chiffre augmentera de façon significative dans le futur puisque la dette augmente à cause des nouveaux bons délivrés pour recapitaliser le secteur bancaire.

B. LES CRITÈRE DE PERFORMANCE .

Ces conditions soulignent les actions que le Gouvernement de l Équateur doit prendre pour maintenir sa ligne de crédit auprès du FMI et de ses autres débiteurs. Le Gouvernement doit remplir ses autres obligations concernant sa dette. En 1998, la dette extérieure équivalait à 66 % du PNB. En 1999 (avec le déclin de son PNB, la dépréciation du "sucre" et la crise bancaire) celle-ci a atteint 90% du PNB. Durant l année 2000, on s attend à ce que le paiement des intérêts de la dette extérieure s élève à $1.2 milliards, plus de 10% de PNB prévu et une prévision de 54% du budget du gouvernement. La charge croissante de la dette a de graves conséquences pour les citoyens d Équateur, comme des impôts vertigineux et des coupes dans les services.

Le gouvernement devrait réduire l Inflation de 20% avant 2002 en fixant un plafond de 2% de PNB pour le déficit fiscal et 70% pour la dette externe. Cet objectif de déficit fiscal exige un très strict programme d austérité fiscale, tout spécialement à cause de l énorme proportion de dépenses du gouvernement sur les services de la dette. Selon des rapports, la Banque Mondiale peut suspendre son programme de prêt si le gouvernement n adhère pas à ces réduction dans le secteur social. Le 1er juillet 2000 le gouvernement devrait augmenter les prix du



fuel domestique de 60 % et du gaz de 40 %. Le 1er Octobre, le gouvernement devrait augmenter le prix de l'essence octane (haute teneur) de 60 %, l'essence octane (faible teneur) et du diesel de 30 % (par rapport aux prix de Juin 2000).

A cause de l'opposition des citoyens, le gouvernement a repoussé la date du 1er Juillet 2000 concernant le gaz au mois d'Octobre. La constante opposition des citoyens à ces décisions pourra peut-être entraîner d'autres révisions.

C. AJUSTEMENTS STRUCTURELS :

Les surcharges tarifaires d'importation devraient être supprimées à partir du 1er Janvier 2001. Par conséquent, la proposition du budget 2001 proposée par l'Exécutif du Congrès devrait refléter les pertes de revenu des charges excédentaires. En plus des pertes de revenus, les réductions de tarif d'importation peut permettre un flux de nouvelles importations qui peuvent nuire à l'industrie local et à la production agricole. L'Exécutif du Congrès devrait proposer une réforme de la législation qui influerait sur une augmentation du taux et un élargissement de la base de la TVA, une réduction des exemptions personnelles pour l'impôt sur le revenu, et une nouvelle taxe à la consommation sur les dérivés de l'essence domestique. Le système bancaire devrait être recapitalisé et restructuré dans le contexte de la réforme de régulation. Le FMI demande que le gouvernement autorise un système complexe de pilotage avec des données financières détaillées.

LE SOUCI DES CITOYENS

Il y a une préoccupation importante et largement répandue parmi les citoyens sur les aspects de la transaction du FMI. En particulier, les citoyens demandent :

1) Est-ce que ces ressources empêcheront la fuite des capitaux et la fraude. Il y a une longue pratique de corruption rampante en Équateur. Avec les quatre derniers présidents de Équateur démis ou emprisonnés, pour cause de corruption.

2) Est-ce que la politique extérieure des États-Unis dicte l'implication du FMI en Équateur ? Certains disent que le Gouvernement de l'Équateur a obtenu le prêt du FMI en échange de l'autorisation pour les États-Unis. de maintenir ses bases militaires dans le pays.

3) Est-ce que le prêt ne va pas privilégier les investisseurs privés au dépens des personnes qui paient leurs impôts en Équateur, alourdissant encore la dette ?

4) Est-ce que le processus de "dollarisation", qui lie la politique monétaire et financière de l'Équateur à celle de la. Banque de la Réserve fédérale, peut être stoppée ou modifiée ?.

5) Est-ce que les politiques économiques du FMI vont encore appauvrir les pauvres et les classes moyennes des citoyens de l'Équateur ?

6) Est-ce que les tentatives d'exploiter les réserves de pétrole auront des conséquences irréversibles pour l'environnement et les populations qui les entourent ? Des plans pour une croissance économique reposent presque essentiellement sur la construction d'un second pipeline trans-Andin et des revenues tirés du pétrole.

7) Est-ce que la privatisation et les composantes des réformes du secteur public pour le programme d'ajustement structurel réduire l'accès aux services, augmentera les prix, développera le chômage ou détruira les droits collectifs de discussion ?

OPPOSITION

Les opposants au programme du Gouvernement ont réussi une large mobilisation et protestation en Janvier 2000. La Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur (CONAIE) et d'autres mouvements populaires ont organisé un gouvernement bis dirigé par Antonio Vargas du CONAIE. Cette confédération et ses alliées auraient pu être au pouvoir à l'heure actuelle si les États Unis ne s'étaient pas alliés avec les militaires Equatoriens pour mettre le Président Noboa au pouvoir. La CONAIE a proposé que certaines des politiques économiques les plus controversées soient soumises à un processus démocratique politique. (1)

Elle propose de faire un référendum sur certaines des conditions politiques liées au prêt du FMI, y compris la "dollarisation" de la monnaie de l'Équateur et la privatisation de compagnies appartenant à l'Etat.

Contactez les preneurs de décision en faisant part de votre opinion :

- la Banque Mondiale Vice-président, Latin American et Caribbean Region 1818 H Street,



N.W. Washington, D.C. 20433 Tel: (202) 473-8729 Email: ddeferranti@worldbank.org

- Mr Claudio M. Loser, FMI Director, Western Hemisphere Department 700 19th Street, N.W., Washington, D.C. 20433 Tel: (202) 623-8373 Email: closer@imf.org

(Les adresses de tous les responsables du FMI et de la BM dans le document original sur le site Internet http://attac.org/fra/toil/doc/gci2.htm)

(1) Sur l historique de la courte prise de pouvoir en Equateur lire Courriel d Information 105 – « Equateur : la longue marche des communautés indigènes. » - Courriel d Information 106 – « Equateur : appel à l'aide »

Editing Barbara Strauss newsletter@attac.org

Traduction : Brigitte Cassigneul traductrice bénévole coorditrad@attac.org

Plus d Informations : Memorando de política económica del gobierno del Ecuador para 2000 http://attac.org/fra/gouv/doc/ecuador.htm

Anjoun - Mayotte

Juste pour vous faire savoir que chaque jour des petites barques de 7 m se rendent d'Anjoun à Mayotte. Un embargo (OUA) conduit la population à fuire cette île vers Mayotte la française. Chaque année, des centaines de personnes se noient dans l'indifférence générale.

Sylvain G., économiste.